



Trivium

Revue franco-allemande de sciences humaines et sociales - Deutsch-französische Zeitschrift für Geistes- und Sozialwissenschaften

15 | 2013

La science pense en plusieurs langues

Plurilinguisme et traduction : investir dans l'avenir de l'Europe

Gerhard Stickel

Traducteur : Claudine Layre et Anne-Emmanuelle Fournier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/trivium/4710>

DOI : 10.4000/trivium.4710

ISSN : 1963-1820

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Référence électronique

Gerhard Stickel, « Plurilinguisme et traduction : investir dans l'avenir de l'Europe », *Trivium* [En ligne], 15 | 2013, mis en ligne le 09 décembre 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/trivium/4710> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/trivium.4710>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.



Les contenus de la revue *Trivium* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Plurilinguisme et traduction : investir dans l'avenir de l'Europe

Gerhard Stickel

Traduction : Claudine Layre et Anne-Emmanuelle Fournier

- 1 Notre sujet* n'est probablement pas à comprendre comme une question rhétorique. Si c'en était une, elle devrait suggérer comme une évidence immédiate le fait que le plurilinguisme et la traduction ne sont que très peu des obstacles ou un gaspillage de temps et d'argent, mais qu'ils produisent au contraire une plus-value intellectuelle non négligeable. Pourtant, rien n'est moins patent. La coexistence et la concurrence de nombreuses langues au sein des institutions de l'Union européenne est malaisée et alourdit le travail quotidien. L'emploi de milliers de traducteurs et d'interprètes à Bruxelles, au Luxembourg et à Strasbourg coûte beaucoup d'argent. C'est en tout cas une plainte récurrente de certains acteurs politiques et de maints observateurs critiques. La diversité des langues européennes est en outre un obstacle pour nous tous car elle empêche une communication aisée dans des pays dont nous parlons peu ou pas du tout la langue. D'un autre côté, il est devenu un lieu commun dans les débats en matière de politique linguistique d'affirmer que la véritable richesse de notre continent réside dans sa diversité culturelle et sociale et que cette diversité culturelle de l'Europe repose essentiellement sur la diversité de ses langues.
- 2 Nous nous voyons donc contraints d'effectuer une analyse coûts-bénéfices, une évaluation comparative des dépenses pour le plurilinguisme et la traduction d'une part, et de l'utilité qu'on peut en retirer d'autre part – qualifiée de « plus-value intellectuelle » dans la question qui donne son titre à la section. Notons au passage que ce titre, dans sa version allemande comme française, se compose d'expressions nominales et ne désigne par là ni acteurs ni personnes concernées : il ne nous dit donc pas qui est empêché, qui gaspille quoi et qui peut parvenir à quelle plus-value intellectuelle. Il faudra le clarifier. En évaluant les différents arguments, il faut aussi envisager l'option qui nous économiserait – à nous ou à nos descendants – tout plurilinguisme et toute traduction, à savoir le monolinguisme.

- 3 Commençons par quelques précisions terminologiques. Le terme de « traduction » ne devrait poser que peu de problèmes. Toutefois, afin de simplifier le débat, nous engloberons également l'interprétation sous ce vocable. Pour « plurilinguisme », il nous manque en allemand une possibilité de différenciation grâce à des expressions monoverbales, ce qui est plus facile dans les langues romanes et en anglais. Il faut en effet distinguer le plurilinguisme comme aptitude individuelle à communiquer dans plusieurs langues et le plurilinguisme comme caractéristique de sociétés ou de populations dans des pays ou des territoires entiers où sont pratiquées plusieurs langues. Il s'agit de faire la différence entre le plurilinguisme individuel et le plurilinguisme social ou territorial. Les deux types de plurilinguisme ne coïncident pas forcément : dans une société ou un pays plurilingue, tous les individus ne le sont pas. Tous les Belges, Suisses ou Finnois ne sont pas bi- ou trilingues. Depuis peu, on emploie dans la littérature spécialisée anglo-saxonne différents termes pour distinguer entre le plurilinguisme individuel (appelé *plurilingualism*) et le plurilinguisme social et territorial (désigné par le terme *multilingualism*). En français, on pourrait facilement établir une distinction analogue entre *plurilinguisme* et *multilinguisme* (cependant des collègues français m'ont dit que *multilinguisme* était encore peu usité). En allemand, on pourrait forger les termes de *Plurilinguismus* et de *Multilinguismus*, bien que ces vocables soient plutôt lourds.
- 4 Ces différents termes sont nécessaires pour qualifier de façon adéquate la situation linguistique en Europe, qui a déjà été évoquée plusieurs fois au cours de ce colloque. J'insiste ici sur le fait qu'il existe, selon les estimations, entre 70 et 100 langues dans l'espace géographique européen, si l'on tient compte également des langues autochtones régionales ou minoritaires. L'imprécision résulte surtout du mode de différenciation entre langues et dialectes. Dans l'Europe politique, l'Union européenne, il existe pour l'instant onze langues officielles pour quinze États membres. Lorsque les langues des dix nouveaux États membres auront elles aussi été intégrées dans les institutions de l'UE, nous aurons jusqu'à 21 langues officielles. Cela aura des conséquences à la fois pour les institutions de l'Union et pour les États membres.
- 5 Pour les institutions, les conséquences de l'élargissement sont imminentes et considérables. En pratique, elles seront obligées de gérer la coexistence et peut-être aussi la concurrence de 21 langues dans leur communication quotidienne. Je ne m'étendrai pas ici sur les propositions de solutions visant à réduire les 21 langues officielles à un nombre restreint de langues de travail, allant d'une seule à six. Un consensus à ce sujet est jusqu'ici encore moins perceptible que sur les points critiques du projet de constitution européenne proposée par la Convention. Pour ce que j'ai suivi de ce débat, il apparaît que plus l'on envisage un nombre éventuel de langues de travail (jusqu'à six), plus la résistance des « petits » États grandit, en même temps que leur préférence pour une langue de travail unique. Pourquoi les Danois, les Estoniens ou les Slovénes devraient-ils se donner du mal avec six langues de travail si leur propre langue est exclue dès le départ d'une telle fonction ? Quoi qu'il en soit, dans un premier temps, l'investissement en traduction va continuer à augmenter. À ma connaissance, il n'existe à Bruxelles aucun fonctionnaire plurilingue, ni homme politique ou même traducteur maîtrisant les 21 langues. Il faudra donc un nombre supplémentaire de traducteurs spécialisés avec des connaissances linguistiques se complétant.
- 6 L'élargissement de l'Union n'a pour l'instant que peu de conséquences pour la situation linguistique au sein des actuels et futurs États membres. Les Allemands pourront

continuer à parler allemand entre eux, les Français français et les Polonais polonais. Néanmoins, en raison de l'interdépendance économique plus étroite et de la plus grande mobilité des Européens au-delà des frontières qu'entraînera l'élargissement, les contacts linguistiques, les rencontres entre individus de langues maternelles différentes vont augmenter, et ils devront à chaque fois décider s'ils peuvent communiquer dans l'une de leurs langues ou dans une langue tierce ou encore s'ils doivent recourir à un traducteur. Cela ne vaut pas seulement pour les situations de communication immédiate mais dans une égale mesure pour tous les modes de communication médiatique, pas forcément de type personnel, quand il s'agit par exemple de comprendre les journaux, la télévision ou la littérature des autres pays.

- 7 Il est très difficile d'influencer de façon ciblée la situation de multilinguisme en Europe. La diversité linguistique européenne est le fruit d'un développement historique. Dans des domaines partiels, elle est modelable politiquement, si par exemple un État modifie le territoire d'application officiel d'une de ses langues ou si des variantes régionales d'une langue sont déclarées être des langues à part entière et distinctes (par exemple le croate et le serbe). Mais en général, les mesures de politique linguistique visent une diminution de la diversité, opprimant ou désavantageant des langues minoritaires ou favorisant une variante d'une langue par rapport aux autres en la transformant en langue standard suprarégionale.
- 8 Contrairement au multilinguisme, le plurilinguisme pris comme caractéristique individuelle peut être favorisé de façon ciblée, surtout par des programmes pédagogiques adéquats. Mis à part les enfants grandissant dans des familles multilingues et devenant « naturellement » plurilingues, beaucoup d'Européens d'origine monolingue ont appris, en plus de leur langue maternelle, une ou même plusieurs autres langues, que ce soit à l'école ou lors de séjours dans des pays où est parlée une autre langue. Aujourd'hui, la plupart des enfants des pays européens apprennent au moins une langue étrangère à l'école, et deviennent donc plus ou moins plurilingues¹.
- 9 Le plurilinguisme et la traduction sont des processus complémentaires dans les situations de multilinguisme. Pour pouvoir communiquer dans des sociétés ou des territoires multilingues, il faut être soi-même plurilingue ou recourir à un traducteur. Celui qui ne parle pas la langue de ses partenaires a besoin d'un traducteur. Un Suisse ou un Belge plurilingue qui connaît les différentes langues de son pays n'a en revanche pas besoin de traduction à l'intérieur de ses frontières. Qu'en est-il des coûts de ces différents processus ?
- 10 Traduire coûte cher. Même si les traducteurs ne s'enrichissent guère grâce à leur travail, un colloque comme le nôtre avec interprétation simultanée dans deux langues génère des coûts beaucoup plus importants qu'une conférence monolingue. Je ne sais pas si quelqu'un a déjà évalué les montants approximatifs consacrés chaque année aux traductions dans un pays comme l'Allemagne ou la France : en économie, en politique, dans les sciences, dans les domaines culturels où la langue joue un rôle prépondérant (les journaux, la télévision, le théâtre, la littérature ...). Ce sont sans doute des sommes immenses qui sont dépensées au profit des interprètes et traducteurs professionnels, sans parler des traducteurs amateurs. Chaque jour, en Europe, des dizaines de milliers de personnes sont occupées à traduire dans les deux sens entre langues européennes et langues non-européennes, rarement pour eux-mêmes, mais la plupart du temps pour d'autres ne maîtrisant pas ces langues. On en sait davantage sur les coûts engendrés par

le multilinguisme interétatique pour les institutions de l'Union européenne, là où les contacts linguistiques sont particulièrement intenses et variés. Le linguiste danois Robert Phillipson a compilé ces coûts à partir de documents officiels de l'UE. En 2001, les services de traduction de toutes les institutions européennes ont coûté plus de 500 millions d'euros. Cela ne représente certes que 0,8 % du budget de l'Union², mais cet argent pourrait être dépensé à d'autres fins, si les États membres se mettaient d'accord sur une langue de travail unique au sein des institutions de l'UE. Les services de traduction ne disparaîtraient pas, mais ils seraient au bas mot moitié moins chers, parce que le nombre de paires de langues entre lesquelles une traduction serait encore nécessaire serait grandement réduit³.

- 11 Mentionnons dans ce contexte les aides techniques à la traduction. Il y a une dizaine d'années, j'ai eu une assez longue conversation à Paris avec Bernard Quemada, à l'époque vice-président du Conseil supérieur de la langue française. Nous avons discuté de la tâche paradoxale qui consiste d'une part à surmonter les obstacles pratiques de l'Europe multilingue et d'autre part à préserver cette diversité linguistique en raison de son importance culturelle. J'ai plaidé un peu vite en faveur de l'intensification de l'enseignement des langues, dont j'aurais bien aimé profiter moi-même, et surtout en faveur de l'apprentissage d'un plurilinguisme réceptif, c'est-à-dire de la capacité à comprendre, si ce n'est parler, plusieurs langues. M. Quemada était très optimiste à l'époque et m'a conseillé la patience. Selon lui, il suffisait d'attendre une quinzaine d'années ; entre-temps, les problèmes de compréhension pratiques seraient largement résolus par la technique. Les procédés de traduction automatique auraient été tellement améliorés d'ici-là qu'on pourrait traduire sans problème les langues européennes entre elles à l'aide d'ordinateurs. Aujourd'hui, alors que dix ans nous séparent de cette conversation, mon propos n'est pas de critiquer mon estimé collègue pour son estimation trop optimiste des progrès de l'informatique linguistique. Ce qui m'importe toutefois, c'est de souligner que si la traduction automatique peut encore être perfectionnée, elle ne saurait être qu'une solution partielle et très limitée. Elle contribuerait à la consolidation du monolinguisme encore prédominant dans la plupart des pays européens parce que de nombreuses personnes ne verraient plus l'intérêt pratique de l'apprentissage laborieux d'autres langues. D'un autre côté, elle pourrait aussi renforcer la diversité linguistique en Europe. A l'heure actuelle, de nombreuses langues sont en effet menacées de ne plus pouvoir continuer à exister comme des langues « à part entière » car leurs locuteurs basculent vers une autre langue – en général vers l'anglais de la mondialisation – dès qu'il s'agit de communiquer dans certains domaines importants. Cette tendance existe même pour les langues relativement “grandes” que sont le français et l'allemand. Cela a déjà été évoqué dans la section 1 à propos du domaine linguistique de la science. A côté des traducteurs humains qui seront toujours nécessaires, la traduction automatique, utilisée en lien avec des banques de données terminologiques, pourrait permettre de préserver la communication dans les langues de spécialité propres à chaque langue, aujourd'hui menacée. Cependant, la traduction automatique a elle aussi un coût. Je ne connais pas l'investissement effectif, en argent et en heures de travail ayant mobilisé linguistes et programmeurs, pour des systèmes encore incomplets (Systran entre autres), mais je suppose que ces sommes sont considérables.
- 12 Quant aux coûts du plurilinguisme individuel des Européens, je ne peux fournir aucun chiffre. Il ne suffit pas d'additionner les coûts de l'enseignement des langues étrangères dans les écoles et autres instituts de formation de tous les États de l'UE. Il faut y ajouter

le temps et les efforts, parfois l'argent, que chaque personne doit consacrer à l'apprentissage d'une ou plusieurs autres langues si elle n'a pas eu la chance de grandir dans une famille multilingue ou d'apprendre dans des situations de la vie courante. Mais même dans ces cas-là, l'acquisition d'une langue de plus ne se fera qu'au prix d'efforts supplémentaires. L'argument de l'investissement que représente pour les écoles l'enseignement du plurilinguisme individuel revient régulièrement dans les débats en matière de politique éducative en Allemagne, lorsqu'il est question du poids de l'enseignement des langues étrangères au détriment des autres matières. La polémique devient particulièrement vive lorsqu'on aborde le sujet de la deuxième langue. Au lieu d'enseigner quatre heures de français ou d'espagnol par semaine, on pourrait dispenser davantage de cours de physique, de chimie ou d'économie, des matières peut-être plus utiles pour la future vie professionnelle que les connaissances en français ou en espagnol acquises au bout de plusieurs années d'apprentissage.

- 13 De toute façon, les connaissances en langues étrangères acquises à l'école ou ailleurs ne suffisent pas à faire face à toutes les situations de contact linguistique qu'on rencontre en Europe. Et cela non seulement parce que les connaissances scolaires sont souvent insuffisantes pour permettre une communication de haut niveau dans la langue cible concernée, mais aussi parce que l'UE comporte à elle seule plus de langues cibles qu'un individu ne peut en posséder. Personne ne peut, en plus de sa propre langue, maîtriser les dix voire les vingt autres langues officielles de l'Union. Même si l'on parvient à appliquer le « principe de Barcelone⁴ » (langue maternelle + deux langues étrangères) dans tous les pays de l'UE, cela n'entraînera pas une répartition homogène des connaissances en langues étrangères en Europe. Des langues comme l'anglais, le français, l'allemand, et depuis peu l'espagnol, seraient et seront sûrement plus souvent enseignées dans les écoles que le tchèque, le finnois ou le maltais. Le plurilinguisme à lui seul ne suffira donc pas à ouvrir toutes les barrières de l'Europe multilingue à un Européen. Selon ses besoins en communication et en mobilité, il devra compter sur des partenaires parlant sa langue ou avec lesquels il peut s'entretenir dans une langue tierce, ou il aura besoin de l'aide de traducteurs, peut-être même dans certains cas d'un traducteur automatique.
- 14 Qu'en est-il du bénéfice intellectuel du plurilinguisme et de la traduction ? Ici aussi, il nous faut établir des nuances. Le plurilinguisme, autrement dit l'acquisition réussie de langues étrangères, est d'abord un bénéfice pour l'individu lui-même : il a directement accès à une autre culture liée à une langue spécifique, à son histoire et à son actualité. Il acquiert ainsi de nouvelles perspectives sur le monde, véhiculées par cette langue. En lisant la littérature dans une langue étrangère, il vit des expériences esthétiques auxquelles les traductions ne lui auraient donné qu'un accès partiel. On peut certes considérer cet avantage comme un plaisir réservé à une minorité d'intellectuels et ne lui attribuer par conséquent qu'une valeur limitée. Mais même dans ce cas, il faut évoquer le gain que représente pour la communication pratique la capacité d'aborder des locuteurs ou des textes de l'autre langue sans interprète ou traducteur. Commerçant, diplomate ou touriste, je peux me faire comprendre sans l'aide d'un tiers dans le territoire linguistique concerné. Enfin, on pourrait encore mentionner, au rang des plus-values intellectuelles, le fait que se confronter à d'autres langues aiguise la conscience de sa propre langue et de ses spécificités, contribuant ainsi à enrichir celle-ci.

- 15 En ce qui concerne la traduction, c'est moins le bénéfice intellectuel ou matériel que cette activité apporte au traducteur qui importe. Les traductions sont surtout un bénéfice pour les autres, leurs utilisateurs, les gens qui sans le travail des traducteurs n'auraient pas accès aux textes et aux propos dans une autre langue. Étant donné que pour la plupart des individus, l'acquisition de langues étrangères reste limitée, l'expérience de cultures où sont parlées d'autres langues ne leur sera possible à l'avenir, comme par le passé, que grâce aux traductions. Des étapes importantes de l'histoire intellectuelle européenne peuvent d'ailleurs être lues comme celles d'une histoire de la traduction : de la traduction de textes grecs et latins dans les différentes langues populaires jusqu' aux traductions réciproques à partir des langues qui se sont peu à peu émancipées du latin depuis le Moyen-Âge. Eu égard à la pluralité linguistique qui demeure en Europe, nous ne pourrions pas non plus à l'avenir renoncer aux traductions.
- 16 À moins que cette diversité linguistique européenne ne soit abandonnée. Pas d'un seul coup naturellement, mais peu à peu ; pendant un certain temps, on aurait donc encore besoin de connaissances en langues étrangères et de traducteurs, mais cela serait de moins en moins le cas à mesure que tous les Européens se décideraient pour une seule et même langue. Au bout d'une ou deux générations, tous finiraient par devenir monolingues grâce à l'enseignement de cette langue dans les écoles. On n'aurait plus besoin de connaissances en langues étrangères et de traducteurs que pour les relations extérieures impliquant des personnes de pays extra-européens qui n'auraient pas encore appris la langue unique en vigueur en Europe. Les coûts évoqués précédemment en termes de temps, d'efforts et d'argent pourraient en grande partie disparaître. Toutefois, l'Europe abandonnerait ainsi peu à peu sa diversité culturelle, que beaucoup considèrent aujourd'hui encore comme sa véritable richesse.
- 17 L'analyse coûts-bénéfices n'apporte pas en définitive de résultats très nets, car certains facteurs d'incertitude persistent. Voici les grandes lignes que l'on peut retenir de cette réflexion :
- 18 1/ Les coûts du plurilinguisme et de la traduction sont élevés. Apprendre d'autres langues reste un processus laborieux et chronophage. L'investissement nécessaire au fonctionnement des services de traduction dans les différents États et dans les institutions de l'UE ne diminuera guère, même si de plus en plus d'acteurs deviennent plurilingues. Ne nous laissons cependant pas trop impressionner par les coûts de ces services : 0,8 % du budget de l'UE, cela représente, pour tous les services de traduction de l'Union, 2 euros par an et par citoyen européen. C'est la même somme que pour les subventions des vaches laitières dans les pays de l'UE.
- 19 2/ Le plurilinguisme est précieux et utile pour chaque Allemand, Français ou citoyen de tout autre pays européen qui, grâce à cette connaissance d'autres langues, a un accès direct aux cultures de langues différentes et peut communiquer plus facilement avec des Européens possédant un autre bagage linguistique que le sien. En outre, celui qui apprend d'autres langues ne rend pas uniquement service à ces langues, mais aussi à la sienne propre. Les traductions ont toujours été importantes pour les échanges culturels et économiques entre les différentes communautés linguistiques en Europe. Elles continuent à l'être. Elles sont un complément indispensable aux connaissances des individus en langues étrangères, toujours limitées. Le plurilinguisme et les traductions sont nécessaires pour préserver la diversité linguistique en Europe et continuer à la

développer. Les coûts qui en résultent ne doivent donc pas être considérés comme des dépenses à éviter mais comme un investissement pour l'avenir de l'Europe.

- 20 3/ Un point reste pour moi incertain : est-ce qu'un bilinguisme assumé ne pourrait pas également faciliter le contact linguistique entre Européens de langues différentes et contribuer au maintien de la diversité linguistique ? Le bilinguisme signifierait que tous les Européens, en plus de leur langue maternelle (et d'éventuelles autres langues officielles de leur pays), n'auraient à apprendre qu'une seule et même langue étrangère, comme langue commune de communication. Cela réduirait considérablement les divers coûts qu'impliquent les traductions et l'acquisition de connaissances en langues étrangères. L'accès à des cultures possédant d'autres langues ainsi qu'au plaisir qui y est lié deviendrait certes plus difficile, puisqu'il faudrait à chaque fois passer par la langue véhiculaire unique. La communication dans les langues propres des partenaires européens des différents pays disparaîtrait elle aussi en grande partie. Cette tendance se dessine déjà actuellement avec la préférence donnée à l'anglais comme première langue vivante dans la plupart des États de l'Union. Je suppose qu'une telle évolution serait en définitive peu utile aux différentes cultures et à la diversité linguistique en Europe, voire même leur nuirait. Car cela pourrait conduire à une diglossie aux dépens des langues vernaculaires, c'est-à-dire à une division des domaines linguistiques : les sujets importants en politique, en science et en économie seraient de plus en plus traités dans la langue européenne unique, tandis que l'utilisation des langues locales serait de plus en plus limitée à la famille, aux loisirs et au folklore.
- 21 Je ne peux pourtant pas estimer le degré de vraisemblance d'une évolution de ce type si on n'en rectifie pas le cours. Vous connaissez sans doute, Mesdames et Messieurs, des symptômes et des arguments qui permettraient de tirer un bilan plus net de cette comparaison des avantages et des inconvénients du plurilinguisme et de la traduction, qui confirmeraient ou infirmeraient ma thèse selon laquelle un bilinguisme assumé de tous les Européens ne suffira pas à préserver la diversité linguistique de notre continent.

BIBLIOGRAPHIE

Commission Européenne (1996) : *Livre blanc de la Commission Européenne sur l'éducation et la formation* : « Enseigner et apprendre ». Conclusions du Conseil du 20.12.1996 pour une stratégie de l'éducation et la formation tout au long de la vie.

Commission européenne (2001) : Eurobaromètre : l'opinion publique en Europe, Rapport n° 55, octobre

Philippson, R. (2003) : *English-only Europe? Challenging language policy*, Londres / New York : Routledge.

NOTES

*. L'auteur se réfère ici au titre de la deuxième section de l'ouvrage : « Mehrsprachigkeit und Übersetzen: Behinderung, Vergeudung, intellektueller Mehrwert? / La question du plurilinguisme et des traductions : obstacle, gaspillage, plus-value intellectuelle ? »

1. D'après un sondage de l'Eurobaromètre du printemps 2001, 47 % des citoyens de l'UE sont capables de participer à une conversation dans une langue différente de leur langue maternelle. Mais il existe des écarts notables selon les États. Alors que la quasi-totalité des Luxembourgeois (97 %) peut s'entretenir dans une deuxième langue au moins, c'est le cas de moins d'un tiers des Britanniques (27 %). D'après ce sondage, les Allemands (53 %) et les Français (47 %) sont dans la moyenne quant à leurs compétences en langues étrangères. Voir : Commission européenne (2001).

2. Ce qui revient à 2 euros par an pour chaque citoyen de l'Union européenne. Voir Philippson (2003), p. 114.

3. L'usage des 11 langues officielles et de travail actuellement en vigueur au sein de l'Union européenne représente 110 paires de langues (en comptant les deux sens de traduction). Si l'une de ces onze langues était définie comme langue de travail commune, il ne resterait plus que 20 paires de langues. Avec une seule langue de travail pour 21 langues, on aurait 40 paires de langues.

4. Nommé ainsi suite à une résolution des ministres de l'Éducation des États de l'UE le 31 mars 1995 à Barcelone. Voir : Commission Européenne (1996), p. 54-56.

INDEX

Schlüsselwörter : Plurilinguismus, Sprachenvielfalt, Übersetzung

Mots-clés : plurilinguisme, diversité linguistique, traduction

AUTEURS

GERHARD STICKEL

Gerhard Stickel est professeur honoraire de linguistique à l'université de Mannheim. Pour en savoir plus, voir la notice